

M. WRIGHT : Je désirerais toucher un mot de cette affaire. L'honorable député de Renfrew-sud (M. Graham) dit que le baïllon est enlevé, mais le baïllon, je veux que la chose soit bien comprise, n'a jamais été appliqué aux membres de la droite, si ce n'est celui du sens commun.

J'examinerai un moment les objections que l'on élève de l'autre côté de la Chambre contre le projet qui nous est soumis.

On nous a dit pour commencer qu'il n'y avait pas d'urgence. Il faut cependant à quiconque a pris note de ce qui se passe parmi les grandes puissances européennes, à quiconque sait combien il se dépense d'argent pour le renforcement des armées de terre et de mer des pays d'Europe, qu'il soit aveugle pour ne pas apercevoir dans cette situation un très grand danger pour l'empire. Etant donnée la position géographique des Iles-Britanniques et se rendant compte que la sécurité et la suprématie de la Grande-Bretagne dépendent absolument de sa marine, tout Canadien a le devoir de veiller dans la mesure du possible à ce que l'Angleterre et ses colonies soient mises en sûreté et protégées de manière qu'il n'existe pas à cet égard l'ombre d'un doute.

Quelle est l'objection que l'on présente ensuite? On se plaint de l'envoi hors du pays d'une somme de 35 millions, et que propose-t-on au lieu de cela? On propose d'établir deux flottes, une sur l'Atlantique et l'autre sur le Pacifique. C'est ce que je m'étais laissé dire jusqu'à tout dernièrement. Mais, d'après l'honorable député d'Oxford-nord (M. Nesbitt), telle ne serait pas l'intention des membres de la gauche. Leur intention, j'aimerais à la connaître. Il assure qu'ils ne demandent pas à ce que l'on construise des cuirassés de première classe; mais comment constituer deux escadres sans de tels cuirassés?

M. NESBITT : Je ne désire pas interrompre l'honorable député, mais je ne veux pas non plus qu'il me mette dans la bouche des paroles que je n'ai pas prononcées. Je n'ai rien dit de la sorte, et rien de ce que j'ai dit ne saurait être interprété comme il le fait.

M. WRIGHT : Je crois avoir quelque connaissance de la langue anglaise, et je laisse à ceux des membres de cette Chambre qui liront demain le compte rendu des débats le soin de dire si j'ai tort ou si j'ai raison. Pour commencer de construire au Canada ces deux escadres, il faudrait—et sur ce point je ne crains pas d'être contredit—faire passer en Angleterre beaucoup plus que 35 millions pour les articles à obtenir hors du Canada en vue de ces vaisseaux. Nous ne nous opposons pas à la construction de navires au Canada, mais nous savons que, pour bâtir les deux escadres que la gauche propose, nous aurions à dépenser des fonds considérables, et, même en ne tirant du dehors que la moitié du matériel voulu,

cela nécessiterait une dépense de beaucoup plus de 35 millions. Se basant sur des informations dignes de foi, on a dit de ce côté (la droite) qu'avec 35 millions il nous était possible de faire construire en Angleterre trois cuirassés de premier ordre. Là-dessus, le très honorable chef de l'opposition annonce qu'il est prêt à faire la dépense de 35 millions pour l'exécution de son projet de deux flottes à construire, l'une pour l'Atlantique et l'autre pour la Pacifique. Mais il a négligé d'établir que cela se peut faire moyennant 35 millions, ni a-t-il fait voir qu'en y dépensant deux fois cette somme, on peut y arriver. Pour moi, je déclare qu'il nous en aura coûté trois fois la somme de 35 millions avant que ces escadres soient terminées.

M. MACDONALD : Si l'honorable député veut bien consulter les Débats, il y verra que cette preuve a été fournie nombre de fois.

M. WRIGHT : Je vais maintenant passer à un autre aspect de la question. On nous assure que ces escadres protégeraient la marine marchande du Canada. Figurez-vous, monsieur le président, si vous le pouvez, la protection accordée par une flotte de bateaux partant de Vancouver pour Honolulu, les îles Sandwich, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, Tokio, Honk-Kong, les ports de l'Amérique du Sud, la Californie les passages de Georgie, San-Francisco et l'Alaska.

Les membres de l'opposition parlent-ils sérieusement en disant cela? Si nous considérons que ces navires auront continuellement à se porter sur les quatre points du globe, j'ose dire que ces escadres de l'Atlantique et du Pacifique ne seront guère utiles à la protection de notre commerce. Cette protection, nous ne pouvons l'attendre que de la marine de guerre britannique. Même à ne considérer la chose qu'au point de vue étroit et égoïste des intérêts du Canada, nous pouvons les protéger plus effectivement par un recours à la marine britannique que par une marine sans importance établie sur nos bords.

D'aucuns soutiennent que, pour la protection de nos côtes, il nous faut des navires qui, au besoin, se portent contre l'ennemi. Cette opinion, l'honorable député de Renfrew-sud (M. Graham) l'a émise l'autre jour. Il a dit qu'au cas d'une attaque sur le Pacifique, l'escadre qui serait là tiendrait jusqu'à l'arrivée des navires anglais. Mais, d'après leur politique, il nous faudrait, avant de nous porter au secours de la Grande-Bretagne, convoquer chaque fois le Parlement, et les représentants des diverses circonscriptions électorales du pays auraient à se prononcer sur la question, à déclarer si le Canada consent à aider l'Angleterre. Il me semble entendre l'honorable député de Saint-Jean (M. Pugsley) demander à faire produire sur le bureau de la Chambre toute la correspondance échangée